



Atelier Régional

Promouvoir des élections crédibles en Afrique : développer un dialogue collaboratif entre les principales parties prenantes

Date envisagée : du 3 au 4 juillet 2017

Lieu : Nairobi, Kenya

Hypothèse principale : Le rôle clé des médias libres dans la promotion de la démocratie, y compris l'organisation d'élections libres et équitables.

Introduction

Les élections jouent un rôle essentiel et sont considérées comme une caractéristique importante de toute démocratie. En fait, les années 1990 ont permis à la troisième vague de démocratisation d'avoir un impact considérable sur un certain nombre de pays africains en marquant le début d'une culture du multipartisme, de la tenue d'élections crédibles, de la légitimation des partis d'opposition et de l'introduction de la limitation des mandats. Cela a dans une large mesure eu un effet stabilisateur sur le continent, même si l'on ne saurait tout généraliser, comme en témoignent les flambées sporadiques de violence post-électorale et de conflits dans certaines régions.

Pour nombre d'experts et d'observateurs, la tenue des élections est saluée comme un événement important - permettant aux citoyens d'exercer leur droit de vote. À titre illustratif, l'organisation des premières élections après l'apartheid en Afrique du Sud (1994), celles en République démocratique du Congo en 2006 ou celles qui ont eu lieu plus récemment en Gambie (2016) ayant permis de mettre fin aux 22 ans de règne du président Jammeh. En dépit des célébrations initiales et de la joie d'aller aux urnes, de nombreux citoyens ont rapidement été désillusionnés par ce que l'on peut appeler la qualité des élections. Les récits sur le bourrage des urnes, les commissions électorales inefficaces ou partiales, l'abus systématique des ressources de l'État (y compris des médias publics) par les candidats sortants ou les violences post-électorales atténuent l'enthousiasme.

Une autre caractéristique non moins négligeable est le coût élevé de l'organisation et de la gestion des élections. Dans la plupart des cas, ces budgets sont financés sur fonds publics. Par conséquent, assurer la légitimité et la crédibilité des élections est primordial.



Ces dernières années semblent se distinguer par un changement de paradigme reflété par l'accent mis sur la qualité plutôt que sur le nombre d'élections. Les principales considérations sont les suivantes : **(i)** assurer des élections libres et équitables, **(ii)** promouvoir l'éducation à la citoyenneté, **(iii)** permettre le dialogue et l'échange entre les différents acteurs, **(iv)** organiser des élections paisibles et pacifiques, entre autres. À cet effet, un certain nombre de directives / protocoles et codes internationaux, continentaux, régionaux et nationaux ont été créés et adoptés par la suite – notamment la Déclaration de l'Union interparlementaire (UIP) sur les critères pour des élections libres et équitables (1994), la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance (2007) ou les Principes et les normes de la SADC régissant les élections démocratiques (2004).

En plus de ces lignes directrices, le continent africain accueille de plus en plus les missions d'observations internationales, continentales et régionales. Dans un certain nombre de pays, des missions nationales d'observation ont également été encouragées.

Interaction avec les parties prenantes

Les élections sont loin d'être des événements autonomes. Au contraire, il faut mettre en place l'environnement nécessaire pour qu'elles se déroulent de manière libre et équitable. Pour cela, les acteurs / intervenants clés doivent pleinement jouer leur rôle et assumer leurs responsabilités. Trois acteurs clés ont été identifiés à cette fin : les médias, les commissions électorales et les électeurs / citoyens. En fait, assurer un échange dynamique, équilibré et attrayant peut contribuer à des élections crédibles.

Les médias : loin d'être une entité homogène, il faut tenir compte des différences importantes qui existent entre les médias privés, publics et communautaires, ainsi que celles entre la presse écrite, la radiotélévision et les nouveaux médias. En fait, l'un des principaux rôles des médias durant l'ensemble du processus électoral est de faire en sorte que les électeurs fassent des choix éclairés. Cela signifie que les reportages doivent être factuels, précis, avec des informations puisées à bonnes sources et basées sur des preuves solides. Une culture du reportage basé sur l'éthique et fondé sur des faits devrait être encouragée par les organes de presse et applicable aux niveaux éditorial et journalistique. Dans certains organes de presse, l'élaboration d'un code interne de reportage sur les élections a été conçue.

Nous sommes tous conscients des tensions importantes qui existent entre les médias privés et publics ou d'État à travers le continent. Les candidats sortants ont et continuent d'abuser des médias publics. Ceci a régulièrement été mis en évidence dans les différents rapports des missions d'observation internationale, continentale et régionale.



Que faire ? S'assurer que les professionnels des médias comprennent le rôle clé qu'ils jouent et les doter des connaissances et des compétences nécessaires pour atteindre cet objectif. Les médias devraient également servir de plateforme de communication d'idées donnant des chances égales aux partis et aux candidats afin qu'ils expriment leurs points de vue.

Les commissions électorales : ces dernières années, l'on a dénombré beaucoup de travaux de recherche axés sur le rôle et la responsabilité des Organismes de gestion des élections afin de s'assurer que le processus électoral est crédible et efficace. La sensibilisation et l'interaction avec les médias ont été l'une des principales caractéristiques. Faire en sorte que les médias comprennent le fonctionnement de ces Organismes de gestion des élections, lancer un programme pour s'assurer que les élections sont justes, empreintes de respect et constructives ; et finalement, lorsque les élections sont équitables et libres, amener les médias à les approuver.

Les électeurs / citoyens : la promotion d'une population informée et autonome permet de s'assurer que les élections demeurent pertinentes et deviennent des processus qui ont un sens. À l'ère de l'information, accéder à des informations vraies, précises et équilibrées devient un enjeu capital. Ceci est encore plus important avec l'avènement des nouveaux médias et plus particulièrement des réseaux sociaux comme moyen de communication et source d'informations. Nous n'avons pas oublié les messages effrayants de la Radio Mille Collines ou les discours haineux ventilés par certaines radios pendant les violences post-électorales au Kenya. Par conséquent, l'éducation de la population est essentielle. Les médias ainsi que les organismes en charge des élections doivent considérer cela comme un élément central de leur stratégie.

Justification

Les élections et les médias sont le centre d'intérêt d'un certain nombre d'ateliers régionaux. L'atelier que nous voulons organiser possède des caractéristiques uniques: (1) réunir des professionnels des médias et des représentants des organismes électoraux pour discuter de leurs besoins respectifs en matière de communication et d'informations, (2) bénéficier de la présence des participants en provenance des sous-régions (Afrique australe, centrale, occidentale et orientale) permettant ainsi un grand niveau d'échanges mutuellement bénéfiques et (3) discuter des propositions concrètes pour améliorer la communication entre les organismes chargés des élections et les professionnels des médias.

L'atelier se déroulera au cours d'une période sensible à un moment où un certain nombre de pays se préparent à organiser des élections. On s'attend à ce que l'atelier soit opportun et pertinent pour les différentes parties.



Principaux objectifs

- Fournir un compte rendu sommaire sur l'état de la démocratie en Afrique (surtout en rapport avec les élections)
- Comprendre et évaluer l'écosystème qui structure le processus électoral (commissions électorales, systèmes médiatiques, normes existantes, protocoles pour le déroulement et la gestion des élections)
- Évaluer le rôle et la responsabilité des médias dans le processus électoral (ton, processus d'interaction, types de discours, cadre éthique, codes de reportage, etc.)
- Promouvoir une meilleure compréhension et une bonne interaction entre les commissions électorales et les professionnels des médias afin qu'ils puissent «servir» au mieux les citoyens
- Apprendre et discuter avec les participants pour constituer un corpus de connaissances
- Définir le seuil de collaboration entre les différents maillons de la chaîne électorale pour s'assurer que les élections sont pertinentes et valables

Pays Ciblés

Plus d'une douzaine de pays africains organisent des élections en 2017 et 2018. Ce qui constitue une excellente occasion d'inviter les professionnels des médias et les agents des commissions électorales à discuter et à partager leurs expériences au sujet des élections dans leurs pays spécifiques et réfléchir sur comment le processus peut être renforcé. Les pays ciblés en plus du fait qu'ils vont organiser des élections en 2017/2018 devraient refléter un équilibre géographique. L'objectif est d'assurer des échanges d'expériences mutuellement bénéfiques. La formation veillera à ce qu'il y ait un mélange entre les petits et les grands pays ainsi qu'une grande diversité de paysages médiatiques.

Profile des Participants

Un bon mélange de professionnels des médias issus de la presse écrite, de la radiotélévision et des nouveaux médias, des représentants des commissions électorales et des conseils de la communication. L'objectif est de promouvoir une culture du dialogue et de l'échange entre ces principaux intervenants afin de mieux comprendre le concept d'élection et ce qui peut être fait pour améliorer sa qualité en vue de consolider la démocratie.



Nombre de participants attendu : 30 à 35 participants

Méthodologie de l'atelier

Il s'agira d'un mélange de présentations formelles, de contributions ou d'expériences de terrain (professionnels des médias et représentants des commissions électorales) et des études de cas. La discussion devrait être franche et ouverte dans le but de présenter les principales préoccupations ou les meilleures pratiques et d'élaborer un cadre collaboratif susceptible de fonctionner après l'atelier.

Partenaires clés

L'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et l'Initiative des Médias d'Afrique (AMI) s'associent pour organiser cet important atelier de deux jours. Un tel événement est jugé crucial. Car, il exige que les médias et les commissions électorales s'engagent dans une discussion qualitative sur la manière dont ils peuvent individuellement et collectivement contribuer à donner un sens aux élections. En fait, cet atelier s'avère à la fois opportun et pertinent en raison du nombre de pays africains qui se rendent aux urnes entre 2017 et 2018 et des préoccupations croissantes suscitées par le déclin constant de la démocratie à travers le monde.